

ANNÉE INTERNATIONALE DE LA PALESTINE À L'ONU

20H

HALLE
AUX
TOILES



VENDREDI

16.

MAI

PALESTINE ... GAZA

Quelle issue pour ce pays oublié ?

*En quoi son destin est-il lié à son environnement
du plus proche au plus lointain ?*

CONFÉRENCE

par

JEAN-FRANCOIS LEGRAIN

Historien arabisant (EPHE IVe, Paris IV et INALCO), Jean-François Legrain est chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) depuis 1990. Affecté à l'Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)/Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) d'Aix-en-Provence depuis 2012, il enseigne également à Aix-Marseille Université (AMU).

Contact : afproucn@gmail.com

Gaza/Ramallah Une réconciliation sans entente est-elle possible ?

Jean-François Legrain

CNRS/IREMAM

(Institut de Recherches et d'Études
sur le Monde Arabe et Musulman)

<http://www.iremam.cnrs.fr/legrain>

Rouen, AFPS, 17 mai 2014



Résumé

Un énième accord de **réconciliation palestinienne** a été signé à la va-vite le 23 avril dernier par Hamas et Fatah. La raison nécessite de le resituer dans le temps long des 50 dernières années. En dépit de la difficulté à les border, deux grandes périodes peuvent ainsi être appréhendées:

- de **1967 à 2004**, construction du nationalisme à travers la “**palestinisation**” de l’identité, du politique et du militaire sous égide de l’OLP mais dans le cadre de laquelle agit également Hamas ;
- **depuis 2004**, délitement du lien national à travers un processus de “**dépalestinisation**” de ces mêmes domaines ;
- certains seront en droit d’affirmer après une relecture de l’histoire que la mise en œuvre palestinienne de l’accord d’Oslo constitue le passage de la première période à la seconde.

Dès lors, faute d’un véritable bouleversement des données structurantes de la seconde période, la réconciliation risque bien d’échouer, impuissante à répondre aux **défis de l’heure**.

Summary

A Palestinian reconciliation agreement was once again signed by Hamas and Fatah in a hurry April 23. Its evaluation requires to consider it within the large frame of the last 50 years. In this regard, two main periods can thus be distinguished:

- From 1967 to 2004. Palestinian nationalism was structured through a process of "palestinization" under the aegis of the PLO. This process concerned identity as political and military domains and Hamas can be seen as acting within it.
- Since 2004. The national bond disintegrated through a process of "depalestinization".
- Some analyst would be right to consider that the Palestinian way to implement the Oslo agreement constitutes the real transition from the first to the second period when a break occurred between the Palestinian Authority and the Diaspora.

Therefore, as long as the structuring frames of the second period remain, no true reconciliation can truly be effective and be able to respond to today's challenges.

1 - La “palestinisation”, assise de la construction nationale contemporaine (1967-2004)

1.1 – La “palestinisation” de l’organisation politique et du militaire par l’OLP

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique par l’OLP

1.3 – Hamas ou l’islamisme national

1.1 – La “palestinisation” de l’organisation politique et du militaire

Organisation de libération de la Palestine (OLP), créée en début **1964** par la **Ligue des États arabes** alors sous domination de l’ Égypte nassérienne pour le contrôle de la question palestinienne.

Deviens le porte-parole d’une douzaine d’**organisations de guérilla** après la guerre de juin **1967**.

“L’unité [arabe] est la voie du retour” selon Gamal Abdel Nasser

“Le retour est la voie de l’unité” selon Fatah (<http://www.fatehfrc.plo.ps/>)



Ahmad Choukeïri
(1964-1968)



Yahya Hammouda
(1968-1969)



Yasser Arafat
(1969-2004)



Mahmoud Abbas
(2004-)



1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

De la perte de la terre au partage raisonné du territoire

1.2.1 - La libération de la terre par l’expulsion des intrus et le retour à la situation antérieure au sionisme

Charte nationale palestinienne, juin 1964 :

“Le **peuple arabe de Palestine** a le droit légitime à sa patrie. Il est une partie inséparable de la nation arabe” (art. 3).

“Le partage de la Palestine en 1947 et la création d’Israël sont des décisions illégales et artificielles” (art. 17).

Charte nationale palestinienne, juillet 1968 :

La Palestine “patrie du **peuple arabe palestinien**” (art. 1).

“Le peuple arabe palestinien affirme sa détermination totale à mener la **lutte armée** et à lancer la **révolution populaire** pour la **libération et le retour** dans la patrie. ...” (art. 9).

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

De la libération de la terre au partage raisonné du territoire

1.2.2 - L’État démocratique sur toute la Palestine

Résolution politique, 5^{ème} CNP (Le Caire , février 1969)

L’objectif du peuple palestinien est “d’édifier une société libre et démocratique en Palestine, pour tous les Palestiniens qu’ils soient musulmans, chrétiens ou juifs, et de libérer la Palestine et son peuple de la domination du sionisme”.

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

De la libération de la terre au partage raisonné du territoire

1.2.3 - Le territoire provisoirement partagé

Programme politique transitoire, 12ème CNP (Le Caire, juin 1974)

“L’OLP emploiera tous les moyens, et en premier lieu la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et **établir l’Autorité indépendante, nationale et combattante pour notre peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libéré**” (art. 1).

“L’OLP luttera **contre tout projet d’entité palestinienne** dont le prix serait la reconnaissance, la paix, des frontières sûres, la renonciation à nos droits nationaux et la privation des droits de notre peuple au retour et à l’autodétermination sur le sol de sa patrie” (art. 3) Cf. Hamas

“Toute étape vers la libération est une étape vers la réalisation de **l’objectif stratégique de l’OLP qui est d’établir l’État démocratique palestinien**” (art. 4).

1.2 – La “palestinisation” de l’identité et du programme politique

De la libération de la terre au partage raisonné du territoire

1.2.4 - Le partage définitif dans la reconnaissance mutuelle

Déclaration politique, 19ème CNP (Alger, novembre 1988)

Convocation d’une conférence internationale “sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, et des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien [...] et en accord avec les résolutions de l’ONU relatives à la question de Palestine”.

Nécessité d’assurer “ le **retrait d’Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967**, y compris la partie arabe de Jérusalem” (art. 2).

L’État palestinien exercera son autorité nationale sur “les territoires palestiniens occupés, y compris la partie arabe de Jérusalem” qui seront placés au préalable sous supervision des Nations unies.

1.3 – Hamas ou l’islamisme national

L'associatif: les Frères musulmans ou la matrice identitaire de Hamas (1946-1987) La prédication (*da'wa*) comme alpha et oméga dans le quiétisme.

L'engagement anti-israélien: les intifada ou l'apprentissage du nationalisme (1987-2006). **Mouvement de la Résistance islamique** (*Harakat Al-Muqâwama Al-Islâmiyya*)-**Hamas** (acronyme signifiant le « zèle ») (<http://www.palestine-info.cc/fr/>) comme **bras actif dans l'intifada** puis les Brigades Ezzedine al-Qassam (<http://www.qassam.ps/>) **L'engagement anti-israélien pour pouvoir poursuivre la *da'wa*.**

Le gouvernement: l'entrée sur la scène intérieure ou l'immédiate mise à l'épreuve nationale et internationale (2006-2014). **Le pouvoir dans une gestion raisonnée de l'engagement anti-israélien tout en préservant la *da'wa*.**



Dr Abdel-Aziz Al-Rantisi

Khaled Meshaal

Chaykh Ahmad Yasin



1.3 – Hamas ou l’islamisme national

Deux principes...

- La **bénédition divine** accordée aux “confins d’al-Aqsâ ” (Coran, 17,1) :
 - L’islamité de la Palestine à laquelle nul ne saurait renoncer.
 - L’inéluctabilité eschatologique de la **restauration d’une souveraineté islamique**.
- **L’islam, cœur de l’identité** du croyant et de la communauté :
 - La Palestine constitue le lieu d’épanouissement de l’identité (et non sa source comme pour l’OLP)
 - L’islam (à la différence de la libération du territoire) **est déjà là, effectif**.
Rempart contre les agressions extérieures
et ultime espace de souveraineté, lui seul est capable,
dès aujourd’hui, de répondre à la désintégration
sociale et à l’absence de libération.



1.3 – Hamas ou l'islamisme national

...et leurs implications

- **Refus du partage de jure** : Négocier la frontière reviendrait à renier l'islamité de la Palestine
- **Acceptation du partage de facto**: l'érection d'un État selon les **lignes du cessez-le-feu de 1949** comme expression, objective mais réversible, d'un simple rapport de forces d'où la légitimité d'un armistice sans reconnaissance d'Israël
- **Négociation du dossier des prisonniers** et , demain, de celui **des réfugiés** relève de l'impératif de la défense du bien commun, de la sauvegarde du croyant et de sa communauté.



2 - La “dépaletinisation” témoin et stimulus du délitement du lien national (2004-)

2.1 – La “dépaletinisation” du sociétal

2.2 – La “dépaletinisation” du politique

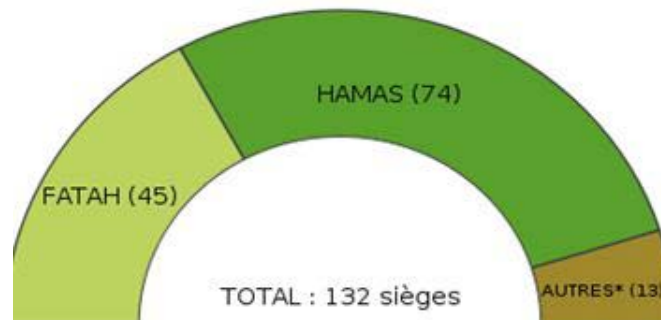
2.3 – La “dépaletinisation” de l’identité

2.1 - La “dépalestinisation” du sociétal

- A partir de 2004, montée du chaos sécuritaire avec menace de guerre civile en 2005.
- Élections législatives de janvier 2006 comme sursaut de la société.

Victoire surprise de Hamas avec majorité absolue des sièges aux élections législatives de janvier 2006.

Refus international de ce “printemps” de 2006 : boycott du vainqueur puis aide à une tentative de coup d’État menée par le perdant (Fatah et la présidence).



2.2 - La “dépaletinisation” du politique

- Contre-coup d'État de juin 2007

Le projet de putsch est éventé, Hamas anticipe et prend le contrôle exclusif de la bande de Gaza en juin 2007 (<https://www.facebook.com/gazapmc>) quand la présidence s'arroge la Cisjordanie (<http://palestinecabinet.gov.ps/>) .

- Recours répété aux médiations arabes

Arabie, Égypte, Qatar, Yémen, etc.

- Retour des politiques de tuteurs

Mahmoud Abbas avec les États-Unis, l'Arabie puis l'Égypte d'al-Sissi
Ismail Haniyya avec Qatar, l'Égypte de Morsi et l'Iran.

- **L'entente nationale comme le règlement politique échappent** dorénavant quasi totalement aux Palestiniens et la Palestine redevient la **caisse de résonance des intérêts arabes contradictoires** comme ce fut le cas avant 1967 à travers l'OLP de la Ligue et dans les années 1970 et au début des années 1980 à travers certaines organisations devenues simples *proxies*.

2.3 - La “dépaletinisation” de l’identité

Gommage voire même négation de la palestinité

Maniement du *takfîr* pour certains (type al-Qaïda) et du piétisme a- ou anti-national pour d’autres (salafistes).

fruit d’idéologies et de groupes concurrents à l’OLP et antérieurs à son échec mais dont l’essor actuel peut être mis en relation avec cet échec, une relation qui reste à évaluer.

Août 2009 , élimination à Rafah par l’Autorité Hamas de chaykh Abû al-Nûr al-Maqdisî, leader des Jund Ansâr Allâh fî Aknâf Bayt al-Maqdis.



2 - La “dépaletinisation” témoin et stimulus du délitement du lien national (2004-)

L'Autorité intérimaire d'autonomie, dans une certaine approche, peut elle-même être rendue en partie responsable du délitement du lien national dès les années 1990.

En effet, sous la direction de Yasser Arafat déjà, en charge d'une partie seulement de la population des territoires occupés en 1967 (Jérusalem étant exclue de l'autonomie) l'Autorité s'est néanmoins substituée à l'OLP, représentant de l'ensemble du peuple palestinien, jusqu'à la priver de tout moyen.

Le droit au retour personnalisé accordé aux principaux leaders de la diaspora en 1995 par Israël débouchait ainsi sur une profonde dichotomie entre les populations autonomes et les communautés de l'exil, elles-mêmes divisées selon les pays d'accueil et incapables de se retrouver de véritables représentants.

3 – Les défis de la réconciliation

3.1 – Une histoire de documents

3.2 – Une histoire d'intérêts

3.1 Une histoire de documents

17 mars 2005 : Accord signé au **Caire** par 13 factions palestiniennes, en présence du ministre syrien des Affaires étrangères

27 juin 2006 : «Document d'entente nationale». Rédigé dans une **prison israélienne** par de hauts responsables de cinq des principales organisations palestiniennes (Hamas, Fatah, Fronts populaire et démocratique, et Jihad)

8 février 2007 : Accord de **La Mecque** pour un gouvernement d'union nationale

23 mars 2008 : Engagement à **Sanaa** pour une reprise du dialogue

4 mai 2011 : Signature au **Caire** de l'accord de **réconciliation**

6 février 2012 : Signature à **Doha** d'une déclaration de mise en œuvre de la réconciliation

23 avril 2014 : Signature à **Gaza** d'un nouveau document

Plus ou moins détaillés, les documents concernent à la fois l'Autorité (cabinet d'union, sécurité, élections présidentielles et législatives) et l'OLP (réactivation, réforme, intégration des islamistes).

3.2 Une histoire d'intérêts

Ni les États-Unis ni Israël ne veulent la réconciliation pour des raisons et des objectifs différents mais constants.

- Les intérêts américains

- Hamas perçu comme menaçant la sécurité d'Israël et la stabilité de la région, toutes deux recherchées.

- Les intérêts israéliens

- La séparation de Gaza (et sa concession à Hamas) de la Cisjordanie en l'absence de tout règlement politique de la question palestinienne constitue un choix fondamental de la puissance occupante. Mis en œuvre à partir de 2005 avec le retrait unilatéral, il a bénéficié du concours attendu des parties palestiniennes en 2007 (fuites sur le putsch). Accusé de constituer aux portes d'Israël le bras armé de l'Iran et le point d'entrée d'Al-Qaïda, Hamas devient l'ennemi utile sinon indispensable.

3.2 Une histoire d'intérêts

- Les intérêts divergents des parrains/tuteurs arabes

- Pressions de la diplomatie **égyptienne** post-Moubarak pour la reconstruction d'une politique régionale autonome en 2011, volonté **qatarie** de montée en puissance (diplomatique, financière, etc.) en 2012, pressions de la diplomatie **égyptienne** post-Morsi pour une diplomatie sécuritaire en 2014

- Les intérêts fluctuants de Hamas/Fatah

- L'une ou l'autre partie, selon les moments, a été plus demandeuse que l'autre. Actuellement certaines convergences : crise financière, crise diplomatique

Conclusion

Les défis internes

- Absence de tout programme politique consensuel entre Hamas et Fatah mais aussi absence de consensus au sein de Fatah et de ce qui reste de l'OLP.
- Profondeur des rancœurs réciproques.
- La coupure entre les Territoires et la diaspora semble consommée.

Les défis externes

- Les interférences avec l'occupant et les donateurs.

Jean-François Legrain

CNRS/Institut de Recherches et d'Études sur le Monde Arabe et
Musulman (IREMAM)

<http://www.iremam.cnrs.fr/legrain>